# Géopolitique 2026 du pétrole : dans le doute, abstiens-toi et provisionne

Même si le tout électrique progresse, ainsi que d'autres solutions de carburants, la majeure partie de l'économie et des habitants fonctionne encore, et pour longtemps au pétrole. Les acteurs de la géopolitique l'ont bien compris comme étant plus qu'une arme commerciale, au détriment des entreprises mais également des citoyens dépendants des actions militaires ou des simples effets d'annonce entrainant ou non des réactions du marché parfois peu compréhensibles pour se projeter dans le temps dans les cycles économiques, où l'on vit en un mois, voire en une semaine ce que l'on vivait autrefois en un an, parfois en surfant plutôt que subir la vague. Reste à trouver quelles peuvent être les solutions de bonne gestion actuelle et prévisionnelle.

Par François CHARLES
Eco-géopolitologue, conseil en stratégie et management, ancien cadre international et risk manager DGA, Président de l'Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe (I.R.C.E.), auteur de « Politiques européennes »

Les actuels combats en Ukraine et dans la zone du détroit d'Ormuz enflamment à nouveau les prix à la pompe pour les utilisateurs encore dépendants du pétrole. La Russie, interdite, dont par elle-même, de certains commerces avec l'Occident, limitée en clients, sans dépasser les quotas de l'OPEP, doit vendre à bas prix à la Chine qui en a bien besoin car plus dépendante qu'aux terres rares. Elle profite néanmoins de la hausse des prix pour financer notamment son opération spéciale avec en plus désormais ses dépôts de pétrole attaqués par les drônes ukrainiens.

De 60 dollars en décembre, le baril de pétrole passe à 115 dollars le 30 mars, 91 mi avril, 116 fin avril puis 71 le 29 juin, 100 le 22 juillet puis 80 le 10 aout et enfin 91 le 18 ! Si le prix à la pompe n'a pas quant à lui très sensiblement augmenté en proportion entre décembre et avril, la raison en est que l'on peut imaginer que les acteurs de la chaine, regardés par l'Etat qui prend ses taxes et régule sa trésorerie en passant sans puiser dans ses stocks stratégiques, blâmant les joueurs sans pouvoir les arrêter, jonglent d'une part entre les règles FIFO (first in first out), les règles de cout unitaire moyen pondéré et de Last in First Out alors que le prix du carburant à la pompe devrait suivre la baisse mais avec un temps de retard, idem à la hausse. Pour autant, si le carburant avait baissé avant les vacances, on s'attendait donc s'attendre à une autre baisse mais il n'en n'est rien.

On peut en déduire également, comme en management, que dès qu'un conflit dure ou que des effets d'annonce ne sont pas suivies d'effet, les acteurs de la chaine s'en accomodent aussi, comme les mesures temporaires qui durent, désormais sans aucun effet, au grand damn des journalistes et commentateurs économiques et politiques. A croire que le risque géopolitique est mis en doute, sauf à avoir bien analysé les impacts cout, délais et performance, avec des carburants plus ou moins raffinés et avoir pris les mesures adéquates. L'utilisateur s'en prend à l'Etat qui n'y est parfois pour rien, mais qui ne le protège pas par un financement adapté, comme pourraient d'ailleurs le faire les groupes envers leurs PME sous-traitantes, en terme de couvage ou de partenariat, au regard des offsets.

Dans le doute s'il apparait donc que les opérateurs s'abstiennent désormais de réagir tout en maintenant un tarif si possible pas trop élevé, comme avec une ombrelle de prix, ils poussent les gestionnaires, notamment d'entreprises, à provisionner, tout en allant se protéger sur les marchés organisés, la boucle est bouclée.

En attendant, sans rien imposer devant cet effet de levier a priori bénéfique, on accélère la conversion en énergie électrique ou hybride sans plus se poser de question, on augmente les démarches RSE pour chercher de nouvelles solutions, on roule moins vite, comme avec le choc pétrolier et les mesures de G. Pompidou pour réduire la vitesse afin de moins consommer, produisant également 7% de moins de morts entre les mois de juillet 2025 et 2026, ce qui coute moins en couts additionnels d'intervention spéciale et de santé, les personnels étant payés par ailleurs.

Donc abstiens-toi, voire tais-toi, et provisionne, voire change. Fermez le ban !